

# L'Orient LE JOUR

OPINION

## Massoud Achkar : Pour que le 13 avril ne se reproduise plus

Ancien compagnon du président-martyr Béchir Gemayel et responsable militaire, au sein des Forces libanaises, pour la région de Beyrouth durant la guerre, M. Massoud Achkar a adressé à *L'Orient-Le Jour* une réflexion sur la mémoire collective, sous le titre : « Pour que le 13 avril... ne se reproduise plus ».

*« La guerre qui a éclaté le 13 avril 1975 et qui a été taxée de "guerre civile", s'est-elle terminée avec l'accord de Taëf ?*

*... Et, avec l'accord de Taëf, de nouvelles guerres politiques, économiques, sociales, éducatives n'ont-elles pas vu le jour – sans oublier la bataille pour les libertés, les occupations et la répression de la libre décision nationale ? D'autres guerres sont nées sur la scène libanaise avec l'adoption de l'accord de Taëf en 1989, parmi lesquelles une guerre acharnée contre Taëf lui-même. Ainsi n'a-t-il pas été entièrement appliqué, ce qui n'a pas été sans créer un sentiment de marginalisation, de vexation et de frustration chez une partie des Libanais ! Si la raison qui a conduit à la guerre était ce qu'une partie des Libanais ressentait comme une injustice patente au plan politique, il se pourrait bien que la politique suivie actuellement par les autorités à l'égard d'une autre partie des Libanais conduise à un nouveau conflit. Pour empêcher la reproduction du 13 avril, dont les effets ne sont toujours pas terminés de l'avis de certains, il est nécessaire de jeter les bases d'un nouvel accord garantissant les droits de toutes les fractions du peuple, sans exception, toutes communautés spirituelles et politiques confondues. Un accord qui répondrait aux aspirations de ceux qui sont tombés en martyrs pour que le Liban demeure souverain, libre et indépendant, un pays de libertés et de pluralisme culturel. Un accord qui mettrait l'accent sur le fait que le Liban est pour tous ses fils, un pays de dialogue entre les communautés et les religions. Et, surtout, un accord qui rejettera le recours par une partie des Libanais à l'étranger pour prendre le dessus sur une autre partie, et qui interdira l'implantation – laquelle était la cause principale des événements du 13 avril 1975.*

*Aujourd'hui, à la suite de la guerre en Irak, le danger de l'implantation est plus évident que jamais. Si les Libanais ne se retrouvent pas autour de l'établissement d'une nouvelle Constitution, le 13 avril risque de se reproduire. Et nous voulons plus que jamais éviter à nos enfants et aux nouvelles générations de vivre un autre 13 avril. »*